



AFRIQUE / BENIN - L'AFRIQUE N'A PAS BESOIN DE PITIE MAIS DE SOLIDARITE ET DE JUSTICE : TROP DE GENS PENSENT SEULEMENT A EXPLOITER SES RICHESSES, DECLARE MGR MARTINO

Cotonou (Agence Fides) – « Le développement ne peut se construire sur des conflits, des discriminations, des rancoeurs, des exclusions, si sur la force des armes. Il requiert l'accord, la solidarité, l'union des forces, l'attention envers l'autre, la justice, le respect de la dignité de la personne et de ses droits », a déclaré Mgr Renato Martino, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix ; il se trouvait à Cotonou où il a prononcé un discours sur le thème « La sollicitude de l'Eglise Catholique pour le développement, la justice et la paix », pour l'ouverture d'un Congrès organisé par le Fondation Adenauer, et par l'Institut local des Artisans de Justice et Paix sous le thème « Stabilité politique et développement : l'apport de la Doctrine Sociale de l'Eglise » (13-15 mai 2003)

Mgr Martino, pour son premier voyage en Afrique en tant que Responsable du Dicastère Vatican, a traité du problème grave des causes des conflits qui ensanglantent le continent, en désignant une tout particulièrement : la cupidité des ressources qui abondent dans le sol et dans le sous-sol africain. « Ces richesses sont désirées par des groupes d'intérêt qui exploitent l'extension et la permanence des conflits pour des commerces sales, en versant des pots-de-vin aux dirigeants des pays producteurs. Il faudrait plus de solidarité, plus de justice, plus de participation pour la gestion de ces ressources ».

Une autre cause de conflits non moins préoccupante, indiquée par Mgr Martino, est l'exclusion de l'autre, sous forme de discrimination ethnique et de haine raciale ; pour les dépasser, il faut nécessairement l'éducation aux valeurs et la conversion des cœurs, pour aider à l'acceptation de celui qui est différent, l'appréciation réciproque, le respect mutuel. L'exigence de paix entre groupes et peuples, pour Mgr Martino, doit se traduire dans une solidarité plus grande. « Il s'agit d'une exigence ressentie de manière plus urgente à l'époque de la mondialisation, où l'accent sur la liberté du marché risque de laisser en marge du progrès et du développement des régions entières de la planète, et une partie importante de l'humanité, qui ne peuvent rivaliser à forces égales avec les pays industrialisés. »

En montrant que le droit au développement et le droit à la paix sont indivisibles et interdépendants, Mgr Martino a noté que la véritable élévation de l'homme s'obtenait par le respect des valeurs comme le droit à la vie, l'identité de chaque peuple, l'égalité entre les personnes, la solidarité, la liberté, la vérité, la sauvegarde du milieu. Sur le problème crucial de la dette internationale, Mgr Martino a répété notamment la nécessité que les sommes libérées par la rémission de cette dette soient investies dans des secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation, et les autres services sociaux : à la générosité des pays industrialisés doit correspondre une sens plus aigu de responsabilité de la part des pays bénéficiaires. Faisant écho aux paroles du Pape, Mgr Martino a rappelé que l'Afrique n'avait pas besoin de pitié, mais de solidarité et de justice. D'autre part, les Africains ne pourront pas sortir eux-mêmes du marasme dans lequel l'ont plongé des décennies de dépendance et d'oppression, de violences et d'antagonismes de toutes sortes. Ils n'y parviendront qu'avec l'aide et la solidarité de la communauté internationale. S.L.)(Agence Fides, 13 mai 2003, 43 lignes, 568 mots)